

## RETOUR À LA NORMALE DANS L'ÉDUCATION

## Cap sur le rattrapage des cours perdus

**Ni report des examens ni des vacances de printemps. Le ministère de l'Éducation temporise. Pour dégager les meilleurs moyens de rattraper les cours perdus pendant la grève, une commission a été chargée d'évaluer l'ampleur du retard. Les syndicats rassurent : il est tout à fait possible de préparer les élèves pour les examens de fin d'année. Après une grève de quatre semaines, le challenge est de terminer le programme dans les temps impartis.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Elèves et enseignants des trois paliers reprennent demain matin le chemin des écoles. Après quatre semaines de débrayage, le rattrapage des cours perdus est une priorité.

Le ministère de l'Éducation a installé jeudi une commission qui aura pour mission de définir les meilleures méthodes pour rattraper les cours. Dès demain, elle sera sur le terrain pour faire l'évaluation de l'état d'avancement des cours dans les différentes wilayas et dans les nombreux établissements touchés par la grève. Ce n'est qu'une fois son travail achevé qu'une circulaire sera élaborée sur la base de ses recommanda-

tions et transmise à l'ensemble des Directions de l'éducation pour application. Ladite commission constatera certainement que dans une même wilaya, le taux d'avancement des cours est différent en fonction du taux de suivi de la grève. Dans un même établissement, certains enseignants ont suivi le mouvement pendant les premiers jours avant de rejoindre leurs postes de travail. D'autres au contraire n'avaient dans un premier temps pas répondu à l'appel de leur syndicat avant de rejoindre le mouvement quelques jours après le début de la grève.

La commission installée par le département de Baba Ahmed devra trouver alors un compromis



Grande inquiétude chez les élèves des classes d'examens.

pour ne pas léser les élèves ayant le plus subi les conséquences du débrayage.

Le ministre de l'Éducation avait laissé entendre que son département pouvait envisager le report des examens avant qu'il n'abandonne cette option. Le chargé de la communication du ministère de l'Éducation affirme dans une

déclaration à Algérie presse services que «le report des compositions du deuxième trimestre et des vacances de printemps suite à la grève n'est pas, jusqu'ici, à l'ordre du jour».

Faycal Haffaf explique en effet qu'il n'existait pas «d'arguments pédagogiques» plaidant en faveur du report des examens puisque,

dit-il, les programmes pédagogiques sont élaborés de manière «flexible» et permettaient de récupérer les cours pouvant être perdus «pour des raisons imprévisibles».

La commission chargée du suivi des programmes d'enseignement et de l'évolution de leur exécution fera comme chaque année un bilan des cours dispensés, ce qui sert d'indicateur non négligeable pour la confection des sujets d'examens.

L'inquiétude des élèves des classes d'examens est d'ailleurs plus grande que celle des autres élèves. Les syndicats, pour leur part, se veulent rassurant. Ils affirment qu'en exploitant les heures creuses et la première semaine des vacances de printemps, le retard peut être rattrapé.

En 2003, la grève dans le secteur avait duré sept semaines. Les dates des examens n'avaient néanmoins subi aucune modification.

N. I.

DÉVELOPPEMENT  
DE L'ÉCONOMIE VERTEUne conférence  
africaine s'ouvre  
aujourd'hui à Oran

La conférence africaine de haut niveau sur l'économie verte se déroulera aujourd'hui et demain au Centre des conventions d'Oran, sous l'égide du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.

Marquée par la présence du président d'honneur de l'ONG R20, Arnold Schwarzenegger, la participation d'une trentaine de ministres africains de l'Environnement et du Développement durable, et de plusieurs représentants institutionnels et experts internationaux, cette rencontre permettra de discuter de la conception africaine de l'économie verte dans un contexte international en pleine mutation.

Les débats devraient aborder la problématique de la lutte contre la pauvreté, la création des emplois verts, la valorisation des déchets, l'efficacité énergétique et les questions liées aux changements climatiques.

Elle traitera également des mécanismes et procédures de mobilisation financière ainsi que du transfert des technologies et du renforcement des capacités humaines et organisationnelles.

En marge de la conférence, une exposition sur les emplois verts sera organisée pour mettre en évidence le savoir-faire des entreprises algériennes et mettre en lumière les initiatives locales.

R. N.

## APRÈS LE CNAPEST ET L'UNPEF

Le Snapest met un terme  
à la grève

**Retour à la normale dès demain dans les établissements scolaires. Après l'Unpef et le Cnapest, c'est au tour du Snapest de mettre un terme au mouvement de grève.**

Les trois syndicats ont réussi à arracher certains acquis et ont reçu des assurances quant à la prise en charge du reste des revendications en suspens. Ils sont cependant unanimes à affirmer que sans la révision de ce qu'ils qualifient de dysfonctionnements du statut particulier, la stabilité du secteur restera fragile. Dernier à avoir été reçu au niveau de la Fonction publique, le Snapest a fait état d'un «débat riche et fructueux» qui s'est déroulé «en toute transparence».

Le Snapest a eu l'occasion de débattre de l'ensemble des revendications contenues dans le préavis de grève déposé au niveau du ministère de l'Éducation en date du 12 janvier dernier. Les discussions avec la Fonction publique ont tourné autour de la classification des professeurs d'enseignement secondaire, l'intégration automatique après 10 ans et 20 ans d'ancienneté et l'intégration sans condition comme professeur du secondaire des professeurs



Satisfecit de Meziane Meriane.

de l'enseignement technique. La réunion s'est terminée par la signature d'un procès-verbal. La concrétisation des promesses faites par la Fonction publique fera l'objet d'un suivi de la part du syndicat de Meziane Meriane qui «félicite l'ensemble des enseignants pour leur mobilisation, et les assure que le combat syndical ne peut que continuer pour une justice sociale, et une politique salariale claire élaborée sur la base du diplôme, du poste de travail, et la compétence». Avant lui, l'Unpef et le

Cnapest avaient, en fin de semaine dernière, été également reçus par le ministre auprès du Premier ministre chargé de la Réforme du secteur public au moment où l'impasse était totale.

Après quatre semaines de débrayage, tutelle et syndicats pratiquaient un dialogue de sourds. Il aura fallu l'intervention du Premier ministre, la médiation de l'ancien secrétaire général sous Benbouzid pour que la crise soit enfin contenue.

N. I.

## COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Le caricaturiste Djamel Ghanem a fait l'objet d'une double agression d'une extrême gravité, en une seule journée, jeudi 20 février 2014, à Oran.

D'abord quatre individus, certainement missionnés par des commanditaires qui restent à identifier, s'en prennent de manière sauvage à notre confrère, lui occasionnant de graves blessures, notamment une fracture au niveau de la jambe.

Ensuite, fait non moins scandaleux, notre confrère, parti déposer plainte au niveau du commissariat territorialement compétent, n'aura trouvé en face de lui que des agents de police hostiles, agressifs et hors-la-loi ! Dans aucun pays au monde,

même ceux vivant sous occupation, l'on refuse en effet à un citoyen de déposer plainte comme cela fut le cas de notre confrère.

Le Syndicat national des journalistes, indigné à l'extrême devant de tels actes, exige l'ouverture d'une enquête immédiate et sérieuse en vue d'identifier et d'arrêter les sinistres agresseurs ainsi que leurs commanditaires, mais aussi de sévères sanctions à l'encontre des policiers méprisants et notre confrère et la loi !

Bien entendu, il est par ailleurs difficile de ne pas faire le lien entre cette double agression et le procès honteux intenté contre Djamel Ghanem.

Ce dernier est, pour rappel, au cœur d'un scandale juridique et journalistique qui restera une tache noire dans les annales de la presse et de la justice nationales : victime d'une délation unique en son genre de par le monde, par son employeur, le quotidien *La Voix de l'Oranie*, notre confrère se trouve poursuivi pour diffamation et «atteinte à la personne du président de la République» pour un dessin de presse jamais publié nulle part ! Le plus surprenant, c'est que le tribunal d'Oran a, quand même, accepté cette «plainte en délation», au mépris de toutes les règles en matière de droit ! Le zèle des uns et des autres fait que, d'ailleurs, le procureur a déjà requis

une peine d'emprisonnement de 18 mois dans une affaire qui n'avait même pas lieu d'être.

Quoi qu'il en soit, le Syndicat qui a déjà pris cette affaire à bras-le-corps dès ses débuts, tient, encore une fois, à exprimer son soutien indéfectible à notre confrère et en toute circonstance.

Il appelle aussi encore une fois à la cessation immédiate de cette mascarade judiciaire ainsi que de toute autre tentative d'intimidation à l'encontre de notre confrère.

**P/le Syndicat national des journalistes, le Secrétaire général  
Kamel Amarni**